

Omar Bongo s'est éteint après 42 ans de règne sans partage sur le Gabon

@rib News, 08/06/2009 â€“ Dâ€™™aprÃ©s ReutersLe prÃ©sident gabonais Omar Bongo, doyen des chefs d'Etats africains en exercice et symbole de la "FranÃ§afrrique", est mort lundi d'un arrÃ©t cardiaque Ã l'hÃ´pital Quiron de Barcelone oÃ¹ il Ã©tait hospitalisÃ© depuis fin mai. Il Ã©tait Ã¢gÃ© de 73 ans.Sa disparition laisse un vide politique. Les analystes pensent que sa succession donnera vraisemblablement lieu Ã des luttes de pouvoir au sein des factions du Parti dÃ©mocratique gabonais (PDG, au pouvoir).Son fils, Ali, actuel ministre de la DÃ©fense, devrait tenir la corde en cas de succession dynastique, dit-on de mÃªme source. Ben Bongo, qui contrÃ´le les forces de sÃ©curitÃ©, a lancÃ© lundi un appel au calme Ã la tÃ©lÃ©vision nationale au nom de la famille du prÃ©sident dÃ©funt.

"Au nom des familles Ondimba et Ebori, j'appelle au calme, Ã la sÃ©rÃ©nitÃ© des cÅ©urs et au recueillement afin de prÃ©server l'unitÃ© et la paix si chÃ©res Ã notre regrettÃ© pÃ¨re", a lancÃ© Ã la tÃ©lÃ©vision le fils du dÃ©funt.Le chef de l'Etat, qui a assurÃ© la stabilitÃ© de son pays depuis 1967, est dÃ©cÃ©dÃ© Ã 14h30 locales aprÃ©s un arrÃ©t cardiaque dans la capitale catalane, prÃ©cise un communiquÃ© du Premier ministre, Jean Eyeghe Ndong. Ce dernier a annoncÃ© un deuil national de 30 jours.Omar Bongo prÃ©sidait aux destinÃ©es du Gabon, surnommÃ© "l'Ã©mirat du golfe de GuinÃ©e" du fait ses immenses richesses pÃ©troliÃ©res, depuis plus de 41 ans. Le pays compte aussi de l'uranium et des forÃ¢ts.Selon une radio franÃ§aise, le ministÃ¨re gabonais de la DÃ©fense a ordonnÃ© la fermeture de toutes les frontiÃ©res ainsi que de l'espace aÃ©rien et maritime du pays. Le maire de Libreville a interdit les rassemblements publics et ordonnÃ© la fermeture des bars et boÃ´tes de nuit. Les rues de la capitale sont patrouillÃ©es par l'armÃ©e.Aux termes de la Constitution, la prÃ©sidente du SÃ©nat Rose-Francine RogombÃ©, membre du parti PDG, doit assurer l'intÃ©rim et des Ã©lections doivent Ãªtre organisÃ©es dans les 45 jours. La porte-parole du gouvernement et ministre de la Communication Laure Olga Gondjout a assurÃ© que la Loi fondamentale et les institutions seraient "respectÃ©es".Lundi matin, le Premier ministre avait dÃ©menti les rumeurs qui circulaient dÃ©jÃ sur la mort du chef de l'Etat, annoncÃ©e dÃ©s dimanche soir par le site internet de l'hebdomadaire Le Point, information qui avait provoquÃ© la colÃ¨re de Libreville, ancienne colonie franÃ§aise demeurÃ©e en liens Ã©troits avec Paris.L'Ã©tat de santÃ© d'Omar Bongo faisait l'objet de spÃ©culations depuis qu'il avait Ã©tÃ© hospitalisÃ© Ã Barcelone pour remettre, selon le gouvernement, du choc provoquÃ© par la mort en mars de son Ã©pouse, Edith, fille du prÃ©sident du Congo-Brazzaville, Denis Sassou-Nguesso, dÃ©cÃ©dÃ©e Ã l'Ã¢ge de 45 ans.La mort de Bongo, qui n'avait jamais suspendu ses activitÃ©s officielles auparavant depuis son arrivÃ©e au pouvoir en novembre 1967, devrait susciter des convoitises, mais les analystes estiment que le parti PDG au pouvoir est en mesure de gÃ©rer la transition dans la stabilitÃ©.Le pays, dotÃ© d'importantes ressources pÃ©troliÃ©res, est dominÃ© par une petite Ã©lite Ã©troitement solidaire et les opposants redoutent qu'Ali Bongo ne profite du vide du pouvoir pour en prendre la tÃªte.Les spÃ©cialistes du Gabon le voient eux aussi succÃ©der Ã son pÃ¨re mais n'excluent pas qu'il puisse s'agir d'un autre membre de la famille.Bongo Jr pourrait ainsi rencontrer sur sa route son beau-frÃ¨re, Paul Toungui, actuel ministre des Affaires Ã©trangÃ©res et mari de Pascaline Bongo, fille du dÃ©funt et influente directrice du cabinet prÃ©sidentiel.D'autres noms de possibles prÃ©tendants circulent, comme ceux de Jean Ping, ancien chef de la diplomatie gabonaise et actuel prÃ©sident de la Commission de l'Union africaine, et du vice-prÃ©sident Didjob Divungi di Ndinge.Les principaux bÃ¢timents publics de Libreville Ã©taient placÃ©s sous la protection des forces de sÃ©curitÃ© gabonaises mardi, au lendemain de la mort du prÃ©sident Omar Bongo, mais le calme rÃ©gnait dans la capitale dont beaucoup d'habitants restaient chez eux.Des soldats surveillaient la primature, le siÃ©ge de la tÃ©lÃ©vision nationale et d'autres Ã©difices, ainsi que les grands carrefours de la capitale, mais leur prÃ©sence restait discrÃ¨te.MalgrÃ© quelques inquiÃ©tudes pour la stabilitÃ© du pays, les observateurs jugent probable que le parti au pouvoir s'applique Ã administrer le pays avec fermetÃ© au moins au dÃ©but de la pÃ©riode de transition. Ils notent que les succÃ©s obtenus par Omar Bongo en matiÃ¨re d'apaisement des tensions ethniques rÃ©duisent les risques d'instabilitÃ©.La personnalitÃ© de Bongo a dominÃ© Ã tel point le pays durant quatre dÃ©cennies que l'opposition n'a guÃ¨re eu les moyens de s'attacher un Ã©lectorat populaire. Mais les risques de troubles sont plutÃ´t Ã rechercher, selon les analystes, dans les tensions au sein de l'Ã©lite politique au pouvoir.ArrivÃ© au pouvoir en 1967, Omar Bongo Ã©tait devenu l'un des hommes les plus riches d'Afrique, acquÃ©rant des millions de dollars en liquide, rÃ©sidences et voiture de grand luxe, alors que la pauvretÃ© restait le lot d'une grande partie du Gabon.Mais plusieurs dirigeants africains lui ont rendu hommage, notamment pour son action de mÃ©diateur.Le prÃ©sident sud-africain Jacob Zuma a estimÃ© qu'Omar Bongo avait apportÃ© "une Ã©norme contribution au continent africain par son engagement dans le rÃ©glement pacifique des conflits". Pour son homologue sÃ©nÃ©galais, Abdoulaye Wade, Bongo avait "Ã©levÃ© toute sa vie au service de son pays et de l'Afrique".A Paris, le prÃ©sident Nicolas Sarkozy a saluÃ© un ami fidÃ¨le de la France et une haute figure de l'Afrique qui avait "su gagner l'estime et le respect de l'ensemble de ses pairs, notamment par ses nombreuses initiatives en faveur de la paix sur le continent africain".De source proche de l'ElysÃ©e, on indique qu'il y a de fortes chances pour que le prÃ©sident Sarkozy se rende aux funÃ©raillles d'Omar Bongo.Par ailleurs, on dÃ©clare de source proche du gouvernement franÃ§ais que l'on n'Ã©prouve "pas d'inquiÃ©tude" particuliÃ¨re quant au dÃ©roulement de la transition au Gabon.La France dispose d'une importante base Ã Libreville, qui joue un rÃ´le central dans le dispositif militaire de Paris sur le continent.